

# Salves régionales contre Michel I<sup>er</sup>

■ Wallons – en conclave budgétaire, ces jours-ci – et Bruxellois dénoncent le cavalier seul du fédéral.

L'ambiance était déjà délétère, juste avant Pâques, au sein du Comité de concertation. Elle risque d'être complètement pourrie lors de la prochaine réunion, prévue mercredi, de cet organe informel qui réunit les gouvernements fédéral et des entités fédérées. En cause: le budget. Encore et toujours.

Le week-end a donné lieu à une nouvelle charge des gouvernements bruxellois et wallon, singulièrement de leurs représentants PS, contre l'exécutif fédéral. Une critique en deux temps. Tout d'abord – ce n'est pas neuf – contre la baisse d'une rétrocession de recettes fiscales du fédéral vers les Régions. La diminution, de 750 millions d'euros (essentiellement liée à des moindres recettes IPP), vient d'un calcul du SPF Finances sur base de la nouvelle loi de financement. Et ce calcul est très contesté en Wallonie et à Bruxelles.

Deuxièmement, il y a la validation vendredi par le gouvernement fédéral du programme de stabilité de la Belgique – c'est-à-dire la trajectoire de retour à l'équilibre budgétaire que remet la Belgique à la Commission européenne – sans l'aval des Régions. Et c'est la goutte d'eau fédérale qui a fait déborder le vase régional.

L'exécutif du Premier ministre Charles Michel (MR) est *"devenu un gouvernement à tentation autoritaire. C'est son droit, mais il doit alors assumer seul la responsabilité à l'égard de l'Europe des*

*éléments qu'il prend"*, a sèchement taclé Jean-Claude Marcourt (PS), vice-Président du gouvernement wallon.

Sa mauvaise humeur n'étonnera pas. Les Wallons sont en plein contrôle budgétaire. A l'origine, ils pensaient devoir trouver 70 millions d'euros pour ajuster leurs comptes. Puis 140 millions, sans même tenir compte du calcul du SPF Finances. Et maintenant, sans doute plus (300 millions?). Un nouveau report du retour à l'équilibre, actuellement fixé à 2018, est clairement envisagé. Le conclave a débuté samedi et devrait aboutir lundi ou mardi, avant donc le Comité de concertation de mercredi.

## Coup de gueule de Vervoort

A Bruxelles, aussi, on est furieux. Sur les fameux 750 millions d'euros, dont 105,4 à charge de Bruxelles et 248 pour la Wallonie, il n'y a eu *"qu'une réunion technique"*, dénonce Rudi Vervoort (PS), ministre-Président bruxellois, dans *"Le Soir"*. *"C'est inacceptable! [...] On a identifié 65 millions d'erreurs rien que pour les mécanismes de solidarités [...] On n'a toujours pas accès à la méthodologie [de calcul] utilisée par le fédéral, il y a plein d'incohérences."*

Son ministre du Budget, Guy Vanhengel (Open VLD), dont le

parti est membre de la majorité fédérale, est sur la même longueur d'onde que lui, assure M. Vervoort. *"Et là, je m'étonne, évidemment, que Charles Michel ait annoncé vendredi qu'il avait validé son programme de stabilité, alors qu'une réunion entre experts était prévue mardi, et que c'était un point à l'ordre du jour du Comité de concertation de mercredi."* Où l'on peut vous garantir une ambiance surchauffée...

A. C.

# 140

## MILLIONS D'EUROS

C'est le montant minimum que cherche le gouvernement wallon. Il sera sans doute revu à la hausse.